

# 3 ♦ Eco-conso

**AUTO**  
**Les VW propres**  
**gagnent du terrain**  
 p. 35

**MANAGEMENT**

**Après le QI,  
 le quotient global**

Pensez-vous mondialisé? Mansour Javidan a créé un test pour le vérifier **p. 29**

**MULTIMÉDIA**

**Journal électronique:  
 c'est pour bientôt!**

Les grands groupes de presse et Swisscom mettent au point le Swiss e-Reader **p. 32**



Photomontage Le Matin Keystone/Martin Ruetschi, Justin Pumfrey/Iconica/Gettyimages



Les compétences en leadership et management acquises par les officiers sont encore insuffisamment reconnues dans la vie professionnelle. Le diplôme délivré par l'Association suisse des cadres (ASC) entend corriger ce déséquilibre.

**TRAVAIL.** L'Association suisse des cadres propose un **diplôme** destiné à valider les acquis des officiers dans la vie professionnelle. Un papier civil déjà très demandé, qui démontre que les passerelles entre armée

et économie se reconstruisent peu à peu. A l'inverse, certaines formations militaires théoriques sont ouvertes aux entreprises, notamment pour les techniques de gestion en temps de crise

Ivan Radja  
 ivan.radja@edipresse.ch

**F**ini le temps où tout bon PDG se doublait d'un colonel prompt à encourager ses subalternes à prendre du galon. Aujourd'hui, le CEO est Allemand ou Anglais, ne connaît rien ou presque au système de milice suisse, sa garde prétorienne a tout fait pour échapper à l'armée, et le malheureux officier isolé contraint de partir plusieurs semaines sous les drapeaux sent bien qu'il ne marque guère de points.

**Comblent le fossé**

Depuis vingt ans, un fossé s'est creusé entre l'économie et l'armée, la boîte et la caserne, que plusieurs initiatives tentent aujourd'hui de combler. Dans l'intérêt des deux parties, précise Bernard Briguet, président de l'Association suisse des cadres (ASC): «Si la hiérarchie comprend pour-quoi tel employé part en cours de

## Formation militaire reconnue dans le civil

répétition, et surtout ce qu'il y apprend et les talents de leadership qu'il y exerce, elle sera plus ouverte à ce qui s'apparente à une précieuse formation continue, sans bourse délier; et c'est l'occasion pour l'armée de mieux vendre son savoir-faire.»

**Déjà trente diplômés**

En mai, il présente le concept des diplômes ASC lors d'une table ronde organisée par la Société neuchâteloise des officiers (SNO), où sont présents représentants de l'armée et de l'économie. Enthousiasme général, qui s'est

traduit depuis par l'octroi de trente diplômes, ainsi qu'une vingtaine de dossiers en attente. Un papier qui «valide les compétences acquises lors de l'école d'officiers et autres services d'avancement dans le cadre de l'armée», stipule le document. Technique de communication, gestion de crise, planification stratégique, motivation des collaborateurs et pédagogie des adultes sont quelques-uns des savoirs dispensés par l'armée et utilisables dans la vie professionnelle. Avec cet avantage que, contrairement à des formations du type

MBA ou brevet fédéral de formation d'adultes, la théorie militaire se double d'une expérience pratique sur le terrain. Christophe Chollet, alors président de la SNO, est depuis responsable de la commission des reconnaissances des acquis militaires à l'ASC:

«Diriger une compagnie, un bataillon ou un régiment, avec des gens pas forcément motivés, est un atout qui peut se révéler précieux dans le cadre de l'entreprise. Un officier qui s'est mis à dos une troupe suite à une erreur de commandement ou de com-

munication ne commettra plus la même erreur au civil...»

Pour l'heure limité à la Suisse romande, le système du diplôme ASC pourrait être exporté outre-Sarine et au Tessin à partir de 2011. Bernard Briguet: «Nous avons décidé de tester le concept ici parce que les choses traînaient au niveau fédéral.» Une lenteur qui désespère encore Christophe Keckeis, ancien chef de l'armée, qui a beaucoup œuvré pour la synergie entre l'économie et l'armée: «La reconnaissance par Bolzène de modules acquis dans des écoles militaires se met enfin en place, mais que la Suisse est lente...» (Lire page suivante.)

Un diplôme comme celui de l'ASC n'est pas une décoration confidentielle à placer sur la cheminée. Il est susceptible d'intéresser les quelque 50 000 officiers suisses inscrits dans des sociétés, «le double en comptant ceux qui n'en font pas partie», estime



**«20 ans de retard» RÉFORMES.** Une avancée précieuse mais tardive, selon Christophe Keckeis **p. 27**

Suite ►

# Formation militaire ♦ suite

◀ Suite

Christophe Chollet. A condition d'avoir réellement commandé. «Nous avons refusé le diplôme à un colonel EMG qui avait gagné ses galons par une autre filière, sans jamais diriger une troupe sur le terrain, insiste Bernard Briguet. La théorie doit vraiment être complétée par la pratique.» Pour l'heure, les officiers

DR



♦ *«Nous avons refusé le diplôme ASC à un colonel EMG qui avait gagné ses galons sans jamais diriger une troupe sur le terrain»*

**Christophe Chollet,**  
responsable de l'octroi des diplômes à l'ASC

bénéficiaires du diplôme sont issus de la tranche des 40-50 ans. «C'est la crise; nombre de cadres se préparent à subir un licenciement, ou à opérer un virage dans leur carrière, et veulent enrichir leur CV.»

## Richesse du système de milice

Vice-président de la Société suisse des officiers (SSO), et chef de la sécurité civile et de l'état-major cantonal vaudois, Denis Froideveaux note pour sa part que l'échange des connaissances se fait dans les deux sens: «Il y a beaucoup d'exemples de techniciens, d'ingénieurs, d'informaticiens qui, à l'armée, résolvent des problèmes ou améliorent des procédures grâce à leur savoir-faire; en contrepartie, ils ont l'occasion de se perfectionner à l'armée, raison pour laquelle notre système de milice est précieux. Imaginez ce que coûterait à une entreprise un cours qui soit aussi varié que celui d'une école d'officiers assorti de plusieurs semaines d'exercice réel.»

L'échange de savoirs fonctionne aussi dans le sens entreprises-armée. La Formation supérieure des cadres de l'armée (FSCA), à Lucerne, accueille des cadres

d'entreprise venus suivre des modules sur la gestion en temps de crise. «Je connais des officiers, cadres dans le secteur bancaire, qui se sont révélés mieux armés que leurs collègues lors de la crise que nous venons de vivre», sourit Denis Froideveaux. A l'inverse, les modules de la FSCA sont reconnus par la Haute Ecole de Lucerne, qui propose un MBA avec la Haute Ecole de Coire. Ce type d'offre permet de limiter les coûts pour les entreprises, mais aussi pour les gens, souligne Christophe Chollet: «Aujourd'hui, il existe une formation des cadres subalternes, pour améliorer le leadership, formation qu'ils peuvent mettre à profit dans le civil. Mais, s'ils veulent compléter leur diplôme, cela peut vite coûter de 5000 fr. à 7000 fr. suivant les écoles, ce

qui peut être dissuasif. Raison pour laquelle la reconnaissance des acquis militaires est si précieuse. Et le prix est de 210 fr., soit la cotisation annuelle pour devenir membre de l'ASC.» ◊

♦ **Association suisse des cadres (ASC),**  
bd de Grancy 37, 1006 Lausanne.  
Tél. 021 625 78 32. [www.cadres.ch](http://www.cadres.ch)

## «Ce virage aurait dû être pris à la chute du Mur»

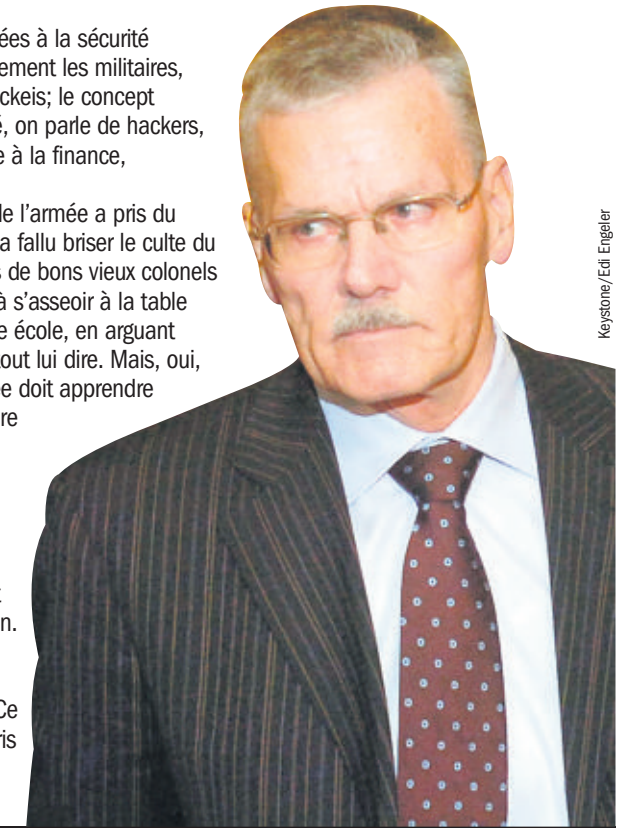
♦ Les diplômés délivrés par l'Association suisse des cadres pour valider les acquis militaires dans le civil? «Une excellente piste, car il ne suffit pas d'énoncer des concepts, mais il faut montrer que ça marche», analyse l'ancien chef de l'armée **Christophe Keckeis**. C'est sous son mandat que la nécessité d'une collaboration intensive avec les milieux scientifiques et économiques a été inscrite dans son rapport sur les nouvelles stratégies de l'armée. «Il s'agit d'optimiser tout ce qui s'enseigne dans les écoles de sous-officiers, d'officiers et d'état-major, en veillant que ces formations se convertissent le plus souvent possible en termes de points qui entrent dans le système de Bologne.»

Améliorer l'image de l'armée dans les entreprises est urgent: «Dans la pratique courante, un tiers des militaires convoqués renvoient leur cours, soit parce qu'ils ont une session d'examens, soit parce qu'ils ont peur d'être virés.» Les choses changent, comme le montre le master of advanced studies on security policy and crisis management, formation militaire délivrée tous les deux ans depuis 2007 par l'ETH (Swiss Federal Institute of Technology) de Zurich, et reconnue dans le

civil. «Les disciplines liées à la sécurité n'intéressent plus seulement les militaires, observe Christophe Keckeis; le concept de guerre s'est modifié, on parle de hackers, de sécurité globale liée à la finance, à l'environnement.»

Changer la mentalité de l'armée a pris du temps, regrette-t-il: «Il a fallu briser le culte du secret. Je me souviens de bons vieux colonels EMG qui rechignaient à s'asseoir à la table d'un directeur de haute école, en arguant qu'on ne pouvait pas tout lui dire. Mais, oui, il faut tout dire! L'armée doit apprendre à vendre son savoir-faire et ses compétences.»

Les passerelles jetées aujourd'hui entre l'économie et l'ex-grande muette sont «excellentes, elles vont dans la bonne direction. La Suisse a des idées géniales, mais elle est beaucoup trop lente! Ce virage aurait dû être pris il y a vingt ans, dès la chute du Mur.» ◊



Keystone/Edi Engeler

## Pourquoi ils ont voulu le diplôme ASC

Photos DR

♦ **Christian Gurtner, 48 ans, colonel de milice, directeur adjoint de l'Hôpital de la Providence, à Neuchâtel:** «Ma formation d'officier



m'a aidé dans mon métier, en termes de communication, pour convaincre un auditoire par exemple. Le diplôme ASC complète d'autres brevets fédéraux et postgrades, et je l'ai joint à mon CV. Il m'a porté chance, car j'ai postulé et été nommé directeur d'un home pour personnes âgées dès 2010.»

♦ **Yves Duffey, 53 ans, colonel de milice, chef du Service des gardes de l'environnement et de la capitainerie (GE):** «A l'école d'officiers, on côtoie de grands



dirigeants, des patrons de petites PME, ça multiplie les approches. Une diversité qui existe moins dans les hautes écoles. C'est le seul endroit où l'on peut s'entraîner à l'échelle 1:1, où le commandement n'est pas une simulation. Je me suis fait un plaisir de transmettre tout de suite mon diplôme ASC aux ressources humaines!»

♦ **François Meylan, 39 ans, major, fondé de pouvoir dans le secteur bancaire:** «J'ai voulu ce diplôme pour valider l'expérience engrangée à l'armée, car j'y ai



consacré tout de même trois ans de ma vie en tout. Dans le milieu bancaire, j'ai noté cette année que les cadres qui étaient officiers avaient dans l'ensemble mieux géré la crise. Ce papier permet aussi d'élargir le réseau des officiers à la sphère civile, où, mondialisation oblige, on trouve désormais beaucoup d'Anglo-Saxons.»

♦ **Denis Rubattel, 52 ans, colonel EMG, officier de carrière, ex-cadre dans le secteur bancaire:** «J'ai suivi une école de cadres à Lausanne, mais ce que



j'ai appris à l'armée est supérieur sur le plan de la rigueur, c'est pourquoi j'ai demandé ce diplôme. L'éthique, la loyauté, la fidélité à la mission sont des valeurs qui ont un peu disparu dans le civil. Aujourd'hui, trop de cadres arrivent dans une entreprise, prennent tout ce qu'ils peuvent, et partent.»